

Sommaire N° 202 - Janvier 1998 Politique du rebelle - Michel Onfray

1	BOUQUIN - Politique du rebelle - Michel Onfray
6	NOTE DE LECTURES - De Semal vers Onfray - Michelle Beaujean
9	BOUQUIN - Pour en finir avec Claude Semal
11	CHRONIQUE - Moments de doutes et cris de rage - Chiquet Mawet
13	DOSSIER - Engendrer, naître, vieillir et mourir - Tic-Tac
24	CRAYON NOIR - Libertaire parce qu'homo ? - Luc Legrand
25	EN DEBAT - Réponse à la réponse de la réponse - Michel Noirret
27	PERLES DE PRESSE - Effets spéciaux - Cécilly Falla
29	SANS CONTREFACONS - Mes balbutiements - François Barzin
30	EN MOUVEMENT - Abrogation de l'article 342 - Groupe Liégeois
31	SYNTHESE - Le travail, un mal à éradiquer - Michel
33	NOTE DE LECTURE - L'enfer chinois - Franck Thiriot

CENTRE LIBERTAIRE - Politique d'immigration - Pascal

LIBERTAIRE EN MOUVEMENT - Le centre Anarchiste de Gand

34

36

MONARCHIE / ALTERNATIVE LIBERTAIRE 202

Claude vient de publier chez Luc Pire,

Pour en finir avec... La Belgique de Merckx à Marx + un CD Semal en fanfare. Deux textes... pour vous donner l'envie d'aller plus loin.

Pour en finir avec la monarchie

Ne tournons pas autour du trône : la monarchie est à mes yeux une insulte permanente au progrès, à la raison et à la démocratie. Qu'il puisse donc y avoir, à l'aube du XXIème siècle, des gens estimables pour encore en défendre le principe demeure pour moi une des grandes énigmes de l'Univers comme l'identité du Masque de Fer, le fonctionnement du robinet des douches dans les chaînes hôtelières françaises ou la vie sexuelle du Taenia Saginata (plus trivialement appelé ver solitaire par ses hôtes et ses intimes qui sont hélas souvent les mêmes).

On peut rêver j'y rêve chaque jour d'une société où chacun, en conscience et en droit, se sentirait à la fois membre actif d'une Cité et libre citoyen de la planète sans avoir besoin pour cela de drapeaux, de frontières et d'hommes respectables incarnant la nation. Mais comme pour la majorité d'entre nous et pour quelques siècles encore je le crains, ces archaïques symboles seront encore parfois utiles pour nous forger un semblant d'identité, ne sommes nous pas au moins en droit de choisir ceux qui nous rassemblent ?

Comment, mais comment pourrait on admettre que le porte parole d'un État démocratique et moderne soit encore aujourd'hui désigné, non en vertu de ses supposées qualités, mais en fonction de son seul pedigree ? De quoi parle-t on ici ? D'un cheval de course, d'un bœuf charolais ou d'un chef d'État ?

L'argument le plus curieux que j'aie entendu à ce propos avait la naïveté et la force de l'évidence : la majorité des démocraties ne sont elles pas des monarchies parlementaires ? Bon sang, c'est bien sûr ! Mais entre la monarchie et la démocratie, quel est le lien de cause à effet ? Tous les États modernes ont préalablement été des royaumes ou des empires et la majorité d'entre eux ont gardé des traces institutionnelles de ce passé. Et alors ? Cela n'a empêché ni l'Italie et l'Espagne de devenir fascistes, ni la République française d'être une démocratie. On pourrait tout aussi bien trouver une corrélation entre la consommation de beurre par tête d'habitant et la carte des démocraties parlementaires. En déduirait on pour autant qu'il faut manger du beurre pour vivre en démocratie ?

Un peu désarçonné par cette irruption des quotas laitiers au beau milieu de ma démonstration, mon contradicteur (car en abordant un tel thème en Belgique, vous imaginez bien que j'ai toujours un contradicteur!) change alors d'angle d'attaque.

Le Sujet de base entretient en effet avec Son Roi un curieux rapport où le respect se mêle à l'affection. Rapport au père, diraient les psys qui savent que ce n'est pas sans raison que les chefs d'État sont souvent appelés "pères de la nation". C'est donc la royale personne, et non

plus sa fonction, qu'on va dès lors affectueusement me brandir sous le nez : "Enfin quoi! Notre roi n'est-il pas gentil, démocrate et compé- tent?". Ça se discute. Mais cette discussion-là, je ne veux même pas y entrer. Car je me fous complètement, moi, de savoir si le roi est "gentil, démocrate et compétent". On en a connu dans l'Histoire des gentils et des méchants, des démocrates et des tyranniques, des ascètes et des coureurs de jupons, des bigots et des francs maçons, des génies inspirés et des crétins du Danube. D'admirables rois résistants qui se faisaient coudre une étoile jaune sur la poitrine, et de moins admirables rois collabos qui préféraient pactiser avec les nazis. Et alors? Le problème n'est pas qu'il y ait de "bons" et de "mauvais" rois. Le problème est qu'il y ait des rois et que, "bons" ou "mauvais", les peuples sont censés accepter celui qu'on leur donne!

"Ce n'est pas si simple", rétorque mon interlocuteur, en qui je découvre avec surprise un lecteur assidu de Point de Vue/ Images du Monde. "Si le Prince Philippe en Belgique, si le Prince Charles en Angleterre n'avaient pas le profil, la vocation ou les compétences pour exercer charge, ils pourraient toujours abdiquer au bénéfice de leur fils ou de leur sœur".

Ah! bon? On choisit quand même, alors? Et qui en décide? Et on choisit entre qui et qui? Entre "princes de sang", nés du même lit à baldaquin? Il y aurait donc une race élue, seule apte à exercer le pouvoir? De l'ADN à l'ABL (Armée Belge/Belgische Leeg, nos bilingues forces armées, dont le Roi est constitutionnellement encore le chef), le génie par les gènes? Mais c'est du racisme, ça, mes petits lapins. Et encore: du racisme pur et dur! N'ai je pas lu dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dont la Bel-gique est si je ne m'abuse signataire, que les Hommes naissaient libres et égaux en droits?

À ce stade du débat, mon interlocuteur opère généralement un prudent retrait tactique : en démocratie, le pouvoir royal serait purement symbolique et franchement, avec tous ces chômeurs et la guerre civile au Rwanda n'avons nous pas d'autres chats à fouetter ?

Un pouvoir symbolique, vraiment?

Quand Léopold II puisqu'on parle du Rwanda fait du Congo sa propriété personnelle, finance toute son infrastructure ferroviaire en en faisant "don" à l'État belge mais conserve précieusement les richesses minières qui sont à la base de l'actuelle fortune royale est ce un "pouvoir symbolique"?

Quand Léopold III, chef de l'État et chef des armées, signe un armistice avec l'Allemagne nazie contre l'avis des Alliés et du gouvernement belge en exil, est ce un "pouvoir symboliques"?

Quand Baudouin Ier pratique une Interruption Volontaire de Royauté de 24 heures pour ne pas devoir signer la loi du peuple belge sur l'avortement c'est une décision symbolique, d'accord mais est elle sans portée sur la vie politique du pays ?

Car enfin, essayons d'être logiques : ou bien le "symbolique" pouvoir royal est effectivement insignifiant (comme on parle d'un "franc symbolique") et qu'attend on alors pour supprimer cette moyenâgeuse, inutile et coûteuse insignifiance ?

Ou bien ce pouvoir fait malgré tout sens, fonction et autorité (comme on pose un "acte symbolique") et l'on en revient à ma première question : comment et en vertu de quoi choisit on celui qui l'exerce ?

En ce qui concerne les "autres chats à fouetter", je conviens volontiers de ce que l'éradication de la monarchie ne me semble aujourd'hui en Belgique ni une urgence, ni une priorité. En débattre, par contre, oui. Et pas un peu.

Car lorsque la majorité écrasante de mes concitoyens, dont beaucoup se considèrent certainement comme "progressistes, démocrates et raisonnables", défendent en toute bonne foi un point de vue qui contredit si ouvertement le progrès, la démocratie et la raison, c'est qu'il y a là "autre chose" à l'œuvre. Un de ces tabous majeurs qui, parce qu'ils nous font prendre une imposture pour une évidence, nous empêchent de penser en hommes libres et adultes et nous interdisent d'imaginer même un monde sans dieux, sans maîtres... et sans rois.

On s'en souvient peut être, Léopold III, violemment mis en cause par une partie de l'opinion pour son attitude pendant la Seconde Guerre Mondiale, avait finalement abdiqué en faveur de son fils pour mettre fin à la Question Royale.

On s'en souvient moins souvent, Julien Lahaut et des députés communistes avaient alors, en plein Parlement belge, crié "Vive la République!" lors de la prestation de serment de Baudouin Ier. Lahaut fut assassiné quelques jours plus tard, à Seraing, de quelques balles en plein cœur, sur le seuil de sa maison, par des inconnus venus sonner à sa porte. La Justice n'a jamais retrouvé ses assassins.

À chaque époque ses crimes non élucidés, ses incendiaires anonymes et ses introuvables tueurs du Brabant. C'est aussi cela, notre symbolique histoire commune.

Pour en finir avec Amnesty International

Il y a quelques années, j'avais bénévolement participé, en soutien à la section de Louvain la Neuve d'Amnesty International, à une soirée sur "la défense des Droits de l'Homme". Amnesty, avec la complicité du quotidien Le Soir, venait de réussir une spectaculaire campagne de communication en faisant afficher partout les Droits de l'Homme... en chinois. Puissent mes amis d'Amnesty International, dont je salue par ailleurs le travail et la persévérance, relire ici ce texte comme ils l'ont entendu ce soir là : avec des sourires plutôt qu'avec des grincements de dents.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, je suis formidablement emmerdé. Je sais que pour vous, étudiants et universitaires, c'est sans doute l'ABC du métier. Mais pour moi, simple autodidacte, il est extrêmement de parler d'un sujet auquel je ne connais strictement rien. J'ai bien essayé d'étudier la question, d'approfondir la chose, mais j'ai dû me résoudre à l'évidence : les Droits de l'Homme, pour moi, c'était du chinois.

Pourquoi, mais pourquoi (implorais-je en jetant un regard hagard sur les huit véhicules qui, dans ma seule rue, arboraient tous les bandeaux d'Amnesty International) affichent-ils partout en une langue qu'ici nul ne comprend des principes qu'ici nul ne conteste? Est il légitime qu'au moment même où, à Schaerbeek, le pouvoir communal interdit à d'honnêtes commerçants d'écrire "boucherie" en arabe sur leur vitrine, de jeunes idéalistes puissent impunément afficher "liberté d'expression" en chinois sur la vitre arrière de leur petite Renault 5 ?

Je partage certes votre souci de prosélytisme. Il eut récemment un précédent heureux : celui de SOS Racisme. Mais ces petites mains multicolores, en s'affichant dans la rue, dans les écoles et dans le métro, révélaient au moins un espace fraternel, tolérant et solidaire que les succès de Le Pen avaient fragilisé : en un clin d'œil, l'immigré reprenait symboliquement sa

place dans la Cité et le discours raciste retrouvait un peu de ça marginalité. Ces petites mains ouvertes travaillaient la réalité.

Or ces chinoiseries partout affichées, à quoi pouvaient- elles bien servir et à qui pouvaient elles bien s'adresser ?

J'en eus soudain la révélation : elles ne s'adressaient qu'à nous. Aux seules vertus de notre propre indignation. Ainsi, en placardant nos beaux principes à 30.000 km de ceux qui pouvaient les lire, nous venions d'inventer le degré zéro du militantisme : par un acte modeste, soit, mais concret, nous signalions simplement aux yeux de tous l'excellence de notre propre moralité. N'est ce pas là l'essentiel ?

J'en étais là dans ce que j'ose appeler mes réflexions quand je me rendis compte que l'intitulé même de cette soirée prêtait en outre gravement à confusion. "Droits de l'Homme"! Le sexisme de ce titre ne saute t il pas aux yeux?

Certains prétendront bien sûr qu'Homme a ici un sens générique, et que derrière ce vocable encouillé, il faut pouvoir imaginer l'humanité tout entière. Je maintiens pourtant que le risque est grand de ne parler ainsi qu'à la moitié de la planète et quitte à devoir faire ce choix cruel, ne serait il pas plus opportun de parler plutôt des "Droits de la Femme"? On peut en effet légitimement penser que lorsque ceux ci seront effectivement garantis, ceux de leurs pères, fils et époux respectifs auront depuis longtemps été satisfaits. Or je doute que l'inverse soit nécessairement vrai.

En outre, est il bien opportun de parler ici de "droits" quand si peu de peuples en jouissent et qu'il faut tant se battre pour les faire respecter? Un droit vous est en effet dû par la nature ou par la loi. S'il faut sans cesse le conquérir, l'arracher ou le défendre, c'est alors d'autre chose qu'il s'agit : un souhait, une revendication ou, pour choisir un terme affectivement plus chargé, un désir. Et voilà comment, parti pour vous présenter une soirée de Défense des Droits de l'Homme, j'en arrive à plaider en toute moralité, pour la Défense des Désirs de la Femme. Ceux ci n'étant heureusement pas nécessairement contradictoires avec ceux là, il me reste à vous souhaiter non seulement une bonne soirée, mais aussi, je l'espère, une bonne nuit.

Claude Semal

Pour en finir avec... La Belgique de Merckx à Marx, Claude Semal, le livre aux Éditions Luc Pire, Bruxelles 1997. Et aussi... le CD Semal en fanfare chez Sowarex, Bruxelles.

AL 202 / FRANÇOIS BARZIN / SANS CONTREFAÇONS...

Mes balbutiements

Je nage en pleine déprime.

Cette déprime est tout à la fois structurelle et conjoncturelle. Structurelle parce que je me demande de quoi mon avenir sera fait et si j'arriverai un jour à une autonomie de conscience qui me permette une autonomie de vie.

Conjoncturelle, parce que c'est l'hiver.

Malgré cela, il se passe des choses dans ma tête. Voici donc un message d'espoir pour ceux qui se sentent nuls : on a toujours quelque chose d'intéressant à exprimer. Faites comme moi : exprimez-le donc, même si vous croyez que c'est nul.

Ce qui suit, ce sont les variations que je ressasse sans arrêt comme une lessiveuse. Ça concerne l'actualité politique, la morale, l'anarchie...

Je me dis souvent que la civilisation occidentale est en phase terminale d'une longue maladie qui a pour nom exploitation de l'homme par l'homme. Que le capitalisme est un processus dynamique qui, au cours des siècles, a investi tous les aspects de la vie communautaire et culturelle et les a intégrés sur le mode ingestion-excrétion. Les guerres permettent les nécessaires mutations technologiques, qui rendent possibles une exploitation plus en profondeur de la nature et des hommes et donc, une concentration de plus en plus poussée du capital entre les mains de quelques uns. Ce qui entraîne un assujettissement d'un nombre de plus en plus élevé de peuples et d'individus. La division du travail, nationale, continentale et intercontinentale, permet aux capitalistes de diviser pour régner.

Prolétarisation

Mais la prolétarisation de l'espèce humaine n'est pas uniforme (c'est là que réside la principale erreur des marxistes - comme je vous le dis !). En effet, il y a d'abord les pays où le capitalisme s'est développé en premier, là où il a en premier ingurgité et excrété les hommes et la nature, devenus complètements dépendants de l'appareil pour survivre. Ensuite, les peuples et les régions plus récemment conquis (en gros, les pays "en voie de développement"). Là, il faut encore distinguer entre les populations venant à peine d'être assimilées et celles qui ne le sont pas encore. Les niveaux d'assujettissement structurels (sociaux et culturels) de ces différentes catégories de peuples ne sont pas les mêmes (contrairement à ce que prétend l'infantilisante et paternalisante conception humanitaire). Les premiers ont déjà eu l'occasion d'être à maintes reprises digérés, redigérés et excrétés au fil des différentes phases de développement de la machine d'exploitation capitaliste. Les peuples et communautés plus récemment investis disposent encore de structures socio-culturelles traditionnelles et donc, d'une économie parallèle sur laquelle ils règnent par leurs savoir-faire ancestraux, constituant ainsi de multiples îlots de résistance à l'avancée capitaliste et au développement des cycles infernaux.

Pour les marxistes, il faut espérer que la prolétarisation s'étende le plus rapidement possible et finisse par tout englober, afin que l'on obtienne sans délais la masse critique d'exploités nécessaire à l'explosion révolutionnaire.

Selon cette idéologie, il faut accepter que les peuples du tiers-monde aillent plus avant dans l'industrialisation. Monstrueuse croyance : accepter que d'autres passent au régime d'esclavage et de dépossession de soi, sous prétexte que nous y sommes déjà, que de toutes façons, c'est inéluctable et en plus, que c'est nécessaire à leur entreprise. Et bien, ça, c'est à gerber de rage et de désespoir. Ça me fait furieusement penser à mes petits condisciples, qui, lorsque je leur parlais d'une injustice, me rétorquaient d'un air bêtasse : Mais qu'est-ce que tu veux y faire, hein ?

Prétention "civilisatrice"

La conclusion marxiste est instrumentalisante et fasciste de gauche. On y retrouve la prétention "civilisatrice" des occidentaux et leur mépris pour tout ce qui n'a pas été avili et asservi par eux. Nous n'avons pas à accepter cette notion de passage forcé à la société industrielle. Si à nous, les blancs, il est nécessaire de devenir maîtres de l'outil industriel de production étant donné notre totale dépendance vis-à-vis de lui, il faut à tout prix cesser de

considérer que le progrès pour les peuples qui n'y sont pas encore est de s'enfoncer dans cette dépendance de chaque individu à la machine. Il faut au contraire tout faire pour les aider à ce qu'ils conservent leur autonomie, leur économie et leur culture propre. Notre peau et la leur en dépendent. Tant que ça ne sera pas passé dans nos mentalités "révolutionnaires", nous n'échapperons pas à l'ingestion-excrétion capitaliste. Car accepter la poursuite de l'industrialisation dans le tiers monde, c'est accepter une assimilation plus irréversible des peuples.

Peut-être le combat est-il inégal et le triomphe de la liberté impossible, mais il vaut mieux crever que d'accepter l'avilissement du reste de l'humanité. Si ce combat n'est pas possible, aucun autre ne l'est.

Se battre contre l'industrialisation forcée, c'est respecter la souveraineté de peuples dont les cultures ne sont pas les nôtres, en les prenant comme ils sont, au lieu d'instrumentaliser leur destinée au nom d'un pseudo matérialisme historique (ouais, ouais, je sais très bien que c'est comme ça que vous pensez, tas de nationalistes en herbe!)

Les mots en isme

Il y a aussi que je déteste les mots en isme, christianisme, communisme, socialisme, anarchisme... Ils trahissent la volonté de s'en tenir aux seules abstractions pour éviter à tous prix le contact avec le réel (1), et instituent une frontière entre une élite, l'"avant-garde" et le reste de la société. Ces mots veulent trop dire que seuls quelques élus sont en mesure d'apprécier le cours des choses, ce qu'il importe de faire et où on en est exactement. Les ismes ont le parfum d'une récré générale qui ne vient jamais, mais à laquelle il faut continuer à croire.

Plutôt que d'éternellement discourir sur l'autogestion, par exemple (bon, c'est pas en isme, mais c'est en tion et en auto, c'est encore pire), il faudrait peut-être tâcher de l'organiser, de la penser directement, dès maintenant, en prise avec la réalité. En se posant des questions plutôt qu'en imposant des réponses : écouter ce que disent les gens, voir et comprendre quels sont leurs problèmes, quelles sont leurs capacités, leurs limites, quelles sont leurs aspirations réelles. Parler à ceux avec qui on ne parle jamais. Sans hypocrisie. Mettre les gens et les groupes en relation les uns avec les autres et profiler avec eux ce que pourrait devenir une organisation concrète, en fonction de leurs compétences et de leurs conceptions de l'autogestion : au point de vue logistique, stratégique, économique, politique. Puis comparer cette réalité avec les discours...

Guerre idéologique

Et puis enfin, à propos de la guerre idéologique entre communistes, partisans de l'étatisme d'abord et les anarchistes, partisans du tout par terre tout de suite. Peut-être que l'anarchie et le communisme ont des rôles à jouer ensemble dans le développement de la résistance au capitalisme. Des rôles à jouer dans une prise de contact directe avec le réel (et donc démocratique), plutôt que se perdre dans des jeux idéologiques stériles où évidemment seule leur opposition est possible, puisque c'est le principe même de l'idéologisation. Car nous serons bien obligés dans un premier temps de nous servir d'éléments de coordination de l'État, si nous ne voulons pas que l'anarchie se transforme en chaos. Pour une simple nécessité de coordination. Il faut donc en passer par le socialisme. Mais il faut aussi un contrôle décentralisé et indépendant, par la population : donc l'anarchie. Il faut aussi éviter les prétentions civilisatrices pour préférer une utilisation hédoniste des moyens étatiques. Il faut apprendre à se servir des structures étatiques, non pas comme des Hommes avec un grand H, mais comme des Singes, avec un grand S, de façon à ce que l'utilisation des moyens

nécessaires se fasse avec un minimum d'efficacité.

L'anarchie est peut-être le meilleur moyen de transformer réellement les relations sociales et économiques et les mentalités, parce qu'elle autorise les initiatives individuelles, collectives, spontanées ou concertées, pour autant qu'elles soient soutenues par un sentiment de responsabilité et de solidarité. Mais pour que l'"anarchisation" de la société ne dérape pas dans un chaotique renouveau féodal, il faut envisager une coordination centralisée des démarches et des opérations. Et donc la nécessité de reprendre à notre compte les moyens étatiques nécessaires : c'est là que l'argument des communistes tient la route et la tient même franchement bien. Voilà pourquoi je pense que les anarchistes et les communistes sont de mauvaise foi quand ils se dénigrent. En fait, on dirait qu'ils se cherchent des excuses pour ne rien faire qui marche.

François Barzin

(1) Pour les capitalistes, la question ne se pose même pas. Le refus de la prise de contact avec le réel est un objectif qu'ils réalisent sans s'embarrasser de considérations morales. C'est en cela qu'au niveau du discours, ils sont en avance sur nous. Si nous arrivions à prendre en compte le réel en abandonnant les considérations moralisantes, on les battrait à plates coutures.

CHINE / ALTERNATIVE LIBERTAIRE 203 / FEVRIER 1998 ÉDITIONS L'INSOMNIAQUE

Bureaucratie, bagnes et business

L'Insomniaque, cette équipe qui depuis 1993 poursuit son intrusion dans l'édition en ne comptant que sur ses convictions et les efforts de ceux qui lui donnent vie s'intéresse aux paroles de vivants, susceptibles d'émousser les certitudes et les évidences incontestées de ce monde marchand (voir AL198). Avec cet ouvrage-là, c'est encore une réussite... évidente.

Nous ayant habitués à la qualité éditoriale, au sérieux de l'analyse et de la recherche - et des prix au ras des pâquerettes ! - les auteurs de cette dernière production réussissent une œuvre qui fera date sur le sujet. Charles Reeve est l'auteur du Tigre de papier - Sur le développement du capitalisme en Chine 1949-1971 (Spartakus 1972) et Hsi Hsuan-wou est une des auteurs de Révo Cul dans la Chine pop - Anthologie de la presse des gardes rouges (10/18 1974). Notre intérêt pour la Chine ne date pas d'aujourd'hui. Il remonte à l'époque où, pour beaucoup, ce pays figurait la construction d'un "avenir radieux". Nous-mêmes, refusant d'être les dupes de cette forme totalitaire d'arrachement à la société traditionnelle, préférions soutenir les révoltes qui ébranlaient déjà ce système et marquaient ses limites [...] Nous, nous n'avons pas changé de camp. Aujourd'hui comme hier, notre solidarité et notre espoir vont aux exploités de la Chine, où nos ennemis restent les mêmes.

Le livre est le résultat d'un long périple dans ce pays où, au fil des rencontres ou des retrouvailles, nous avons recueilli le témoignage d'individus qui, là-bas ou ici, ont mis le doigt sur l'essentiel : l'irruption du capitalisme sauvage, la prolétarisation forcée de centaines de millions d'hommes et de femmes et la destruction de la société traditionnelle. Nous donnons

la parole aux rebelles à ce nouvel ordre des choses et à son cortège de catastrophes [...] Depuis dix ans qu'on nous berce avec la "fin du prolétariat", on constate en fait que la condition prolétarienne ne cesse de s'étendre aux populations des vastes zones du globe où le développement capitaliste était demeuré embryonnaire. Dans ce processus, la Chine constitue, toutefois, un exemple original. Le système stalinien y a profondément joué son rôle de dissolution des anciens liens sociaux qui faisaient frein au développement de l'exploitation moderne du travail. De surcroît, la classe bureaucratique a su garder le contrôle de l'État et semble piloter la transition sans trop de heurts [...] Quoi qu'il en soit, la Chine appartient désormais à l'usine planétaire. Elle fait partie de notre avenir comme rouage de l'enfer social.

De cet enfer chinois, des damnés de la terre comme des intellectuels témoignent avec force au long de pages saisissantes de douleur, de révolte et de clairvoyance. En Chine, surtout, mais aussi à Hong-Kong et à Belleville, des "Chinois de base" font la critique radicale du système, comme l'ouvrier Wei, participant actif du printemps de Pékin en 1989, qui nous parle des conflits fondamentaux entre ouvriers et étudiants lors de cette période : De nombreux étudiants et citadins qui craignaient l'intervention ont commencé à abandonner Thien An Men. C'est alors seulement, que les chefs étudiants ont accepté que les travailleurs viennent renforcer leur campement [...] Et pourtant ils avaient toujours proclamé que la place devait rester réservée aux étudiants, de façon à garder "pur" le mouvement démocratique [...] C'est notre mouvement, vous devez nous obéir ! [...] Ils nous prenaient pour des gens sans culture. Nous avons demandé à participer aux pourparlers avec le gouvernement, mais les dirigeants étudiants ont refusé. Pour eux, nous étions frustes, stupides, casse-cou et incapables de négocier [...] Et c'est pourquoi nous ressentons le besoin d'avoir notre propre organisation [...] Dans l'usine, le directeur est un dictateur. Ce qu'il dit, c'est ce qui doit être fait. Et l'État est à l'image de l'usine [...] Les chefs des unions ouvrières n'étaient pas intéressés par le pouvoir. Je me souviens d'un copain qui disait : "La seule compétition qu'il y a entre nous, c'est de savoir à qui on tranchera la tête". Un autre militant ouvrier, en fuite à Hong-Kong après une grève, nous dira que le PC a signalé qu'en 1994 il y avait eu plus de 10.000 grèves, manifestations et pétitions. Il prévoyait que la situation serait beaucoup plus grave en 1996. Une ouvrière nous dit aussi la capacité d'auto-organisation qui se manifeste dans les grèves, dans la formation de ces comités provisoires [...] Il ne fait aucun doute que la situation est explosive. La Chine est une bombe! Le gouvernement a peur [...] Certains mènent sur place un travail d'agitation, comme l'atteste l'apparition de publications clandestines prenant position contre le parti et ses syndicats. Plus loin, un "prolétaire flottant" de Shangaï, ancien paysan rencontré dans un parc s'est lancé dans un long monologue haletant, comme s'il craignait de n'avoir le temps de finir. Puis, la dernière phrase prononcée, il s'est éclipsé sans même nous saluer [...] "Dans mon village, la possibilité qui a été brusquement donnée à certaines familles de disposer des terres et de garder une partie du produit a créé tout à coup de grandes inégalités entre les paysans [...] En 1983, on a autorisé officiellement la possession privée de machines agricoles [...] On a autorisé le travail salarié des pauvres sur les terres des riches. Le démantèlement des communes et la concentration des terres avaient en effet libéré un immense surplus de main d'œuvre. Au début des années 1980, ce prolétariat rural représentait déjà 50% de la force de travail [...] L'introduction de l'argent a bouleversé les relations anciennes. Et dans un pays où vivaient 80% de paysans, bouleverser les campagnes revient à déséquilibrer la société chinoise tout entière". Le prolétaire agricole devenu prolétaire du bâtiment poursuit : "Nous allions d'un chantier à l'autre. Une tour avait à peine fini de pousser que nous attaquions la suivante. C'était dur, surtout l'hiver [...] D'abord, on nous demandait de plus en plus d'heures. Les types étaient crevés, il y avait tout le temps des accidents. Tu te demandais parfois s'ils ne se mutilaient pas exprès pour en finir [...] Devant notre refus, le ton est monté. Alors que nous n'étions qu'une centaine, ils nous ont encerclés à deux ou trois cents avec des automitrailleuses et ouvert le feu sur nous d'emblée. Puis, ils ont

nettoyé le chantier à coups de crosse [...] Tous ceux qui n'avaient pas réussi à prendre la fuite ont été arrêtés et incarcérés pendant plusieurs mois. Voilà ce que ça coûte de faire la grève chez nous".

Plus loin, un historien sortant de longs séjours dans le goulag chinois : D'où viennent les capitaux en Chine ? De Chinois modernes, occidentalisés [...] le genre de démocrates qui tolèrent parfaitement que la main d'œuvre dont ils tirent leurs profits soit asservie dans un énorme goulag [...] Taïwan, Hong-Kong, Singapour, les modèles de démocratie à la chinoise, je me marre [...] Des dictatures "à la chinoise", ça c'est sûr [...] Aussi, faut-il se garder de déclarer à la légère que le boom économique actuel est en train de faire voler en éclats le fardeau du passé. La société chinoise est certes fatalement ébranlée, mais la "tyrannie de l'histoire" reste implacable.

Les auteurs ont particulièrement soigné leur recherche, ne négligeant aucune piste, pas même à Paris, comme l'atteste la rencontre avec un exilé lecteur assidu de tous les textes qui circulent sous le manteau en Chine, ou cet ancien marin révolté, réfugié à Barcelone - un symbole ? - depuis 1990 : Dissidents ? Non, merci ! [...] Les dissidents savent braver, souvent avec un grand courage [...] les interdit officiels [...] Là où le bât blesse, c'est quand nos dissidents parlent du remède. Le seul mot qui revient sous toutes les plumes c'est démocratie [...] Les dissidents ont beaucoup de difficultés à concevoir autre chose que de meilleurs dirigeants, en somme à imaginer la fin de l'État.

Les deux auteurs rencontreront aussi une militante d'une société de bienfaisance française qui faisait une enquête sur le SIDA en Chine : L'épidémie va bientôt faire des ravages et la propagation de la maladie apparaît comme un symptôme révélateur de la profondeur de la crise sociale où s'enfonce la Chine. Au hasard des déplacements, les brèves conversations avec les taxis, coolies, ket'i sont édifiantes, aussi les vieilles de vingt-cinq ans qui témoignent, jeunes prolétaires payant un tribut particulièrement lourd à la construction de ces miracles économiques. Les prisonniers de Hong-Kong également, du petit milieu libertaire local : Nous restons. Avant, nous étions surveillés par les flics de la colonie, maintenant nous le sommes aussi par des flics staliniens. On pourra faire des comparaisons...

Des dizaines de rencontres et de témoignages, rapportés par des gens qui connaissent bien leur sujet, forment un ouvrage d'une rare qualité politique et humaine, grouillant d'informations inédites et riche d'une profonde analyse de la société chinoise et de son histoire en marche. De ce livre important, l'homme et la femme révoltés sont au cœur. Merci à ses honorables auteurs, véritables compagnons-voyageurs de la liberté.

Franck Thiriot

Bureaucratie, bagnes et business, Hsi Hsuan-wou & Charles Reeve, éditions L'Insomniaque.

AL 202 - LIBERTAIRES EN MOUVEMENT

Le Centre Anarchiste de Gand

La Communauté Économique Anarchiste est une des composantes du milieu libertaire de Gand, aux côtés des squats, du Collectif Anarchiste (un groupe d'étudiants) et de l'ABC Gent, une librairie / office de distribution de publications...

Dès l'été 92, à sa fondation, le projet de l'Anarchist Economic Community (AEC) était de fournir une alternative concrète, même à une échelle modeste, à l'énorme et monstrueuse Communauté Économique Européenne. Parallèlement à l'action directe, à la collecte et à l'échange d'informations, nous pensions que les libertaires se devaient d'introduire dans leurs pratiques quotidiennes les idées qu'ils défendent (y compris sur le terrain économique).

Inutile donc d'attendre un fantasmatique grand soir, la révolution se joue ici et maintenant. Dès l'origine, l'AEC se voulait une expérience de vie où nous voulions travailler ensemble, nous réapproprier le pouvoir sur nos existences en cassant les barrières artificielles entre sphères économique, politique et privée...

En pratique, cela s'est traduit par la constitution d'un réseau de groupes de travail, organisés selon des principes anarchistes/fédéralistes (absence de hiérarchie, valorisation de l'autonomie autant que de l'aide mutuelle), ayant tous pour objectif commun d'œuvrer à l'épanouissement d'une communauté autogérée, socialement et écologiquement saine.

Les groupes de travail sont les suivants • un collectif jardinage (un grand potager urbain produit des légumes qui, quand ils ne sont pas mangés par les lapins, sont distribués) • un collectif alimentaire (l'achat collectif de nourriture de qualité permet de faire baisser les prix) • une cuisine mobile (support logistique à des groupes d'action pendant des campagnes d'agitation ou des grèves...) • un collectif de conditionnement d'aliments (production de marmelade et vin à partir de fruits) • une cuisine populaire (repas végétarien une fois par semaine suivi de rencontres conviviales au bar). D'autres projets ont été imaginés, mais n'ont jamais vraiment démarré : des initiatives de co-voiturage ou de récupération de vêtements par exemple...

Un projet qui démarre fort

Les trois premières années (92-95), la Communauté Économique Anarchiste s'est relativement bien développée. Malgré les hauts et les bas propres à ce genre d'initiative, nous avons loué ensemble une maison et y avons installé notre cuisine collective.

L'énergie du projet a attiré beaucoup de monde et la maison est devenue un endroit de rencontres et de débats où d'autres actions pouvaient voir le jour... Dans le sillage des repas hebdomadaires, un groupe de femmes s'est constitué, ce qui à induit la mise sur pied d'un... groupe d'hommes. D'autres personnes, intéressées par l'anarcho syndicalisme ont réfléchi à la création d'une section locale de la Confédération Autonome des Travailleurs (CAT), d'autres encore ont constitué un groupe de soutien aux réfugiés. Durant cette période, nous avons également établi des contacts internationaux (notamment grâce à Internet, à l'assistance aux réfugiés, à la mobilité accrue des gens de la maison...). Ces évolutions, ainsi que les discussions et critiques permanentes, nous ont obligés à repenser les finalités et les stratégies du projet. Dès le début, certains d'entre nous avaient des doutes sur la possibilité de réaliser notre objectif initial. Elles et ils pensaient que nous avions trop d'illusions sur la réalisation d'une vé-ritable autarcie éco-nomique. Comment être réellement indépendants de l'économie capitaliste omniprésente ? Comment s'autogérer sans faire de concessions au système et aux valeurs capitalistes ? Devions-nous, par exemple, payer certains volontaires, pour qu'ils ne

dépendent plus de l'aide de l'État ? Qui, comment, et sur quelles bases les payer ? Quelle serait la relation de ces salariés avec le reste du groupe ? Comment prendre en compte notre opposition à des salaires de misère ?... Bref, les risques de récupération étaient toujours présents, et nous ne voulions pas finir dans le secteur alternatif des écolo capitalistes !

La critique de l'idéalisme

En pratique, la stratégie de l'étranglement - considérer l'AEC comme un nœud dans le développement d'un réseau qui étoufferait un jour l'économie capitaliste - était trop idéaliste. De toute façon, quelle est l'utilité d'un communauté économique indépendante en tant que telle ? L'AEC ne risquait-elle pas de devenir un îlot dans une mer de misère ? Abandonner une stratégie de confrontation offensive, ne serait ce pas, en fait, une attitude de repli face à la dure réalité de l'exploitation, de l'accroissement de la pauvreté, du racisme, de la répression... ? Une telle initiative ne nous menait-elle pas à une dépolitisation, plutôt qu'à une radicalisation ? Enfin, ce projet n'était-il pas que le reflet des origines, valeurs et attitudes bourgeoises de plusieurs d'entre nous, et ne devrions-nous pas nous en détacher ?

En nous posant toutes ces questions, nous avons, en quelque sorte aussi, fourni des réponses qui s'élaboraient à partir de nos propres pratiques. Les différents collectifs qui se sont constitués aux marges de l'AEC - sans doute parce qu'ils n'y trouvaient pas leur place en son sein - n'étaient, ni plus ni moins, que l'expression de ces critiques. En tant que groupe, il nous fallait en prendre conscience.

Nous avons également ressenti dans ces débats, la nécessité de présenter un profil plus transparent afin de simplifier nos contacts avec les autres groupes, notamment étrangers. C'est à ce moment que nous avons décidé de changer le nom de notre groupe, la Communauté Économique Anarchiste devenait le Centre Anarchiste. Ce nom plus simple à été choisi pour la simple raison qu'il reflétait mieux qui nous étions et ce que nous voulions.

L'affirmation d'une identité

Cette période d'intenses discussions nous a permis de mieux affirmer ce que nous avions en commun : notre adhésion à l'anarchisme en tant que critique et alternative viable à la société existante. Sans occulter les différences qui existent toujours entre nous, nous ne voulons plus qu'elles nous divisent. Au contraire, le respect des différences étant, pour nous, une valeur centrale de l'anarchisme (ainsi que dans la vie en général), nous nous devons de rendre ces différences explicites, d'en discuter et de les surmonter. Concrètement, cela signifiait que nous devions avoir conscience de ces contradictions comme des interactions complexes qui existent dans la société. Selon nous, l'anarchisme à toujours essayé de saisir cette complexité, c'est autant une de ses forces qu'une de ses faiblesses...

Bien qu'historiquement l'anarchisme plante ses racines au XIXème siècle, dans les luttes de la classe ouvrière vers un idéal socialiste et que ses plus grands succès et défaites aient eu lieu dans le mouvement anarcho syndicaliste, notre courant de pensée s'est aussi construit dans la critique d'autres rapports de domination que ceux du travail/capital; par exemple, les relations homme/femme, enfant/adulte, noir/blanc (cette dernière seulement récemment de manière significative)...

Nous avons conscience que mis comme cela sur papier, cela paraît assez abstrait, nous espérons développer ces points de manière plus systématique dans un prochain texte. Ajoutons seulement qu'il ne s'agit pas seulement de lancer un simple appel à la tolérance, nous sommes tous conscients des aspects condescendants et répressifs de "la tolérance", ainsi que de "l'idéalisme" qui l'accompagne. Ce qui compte pour nous c'est de ne pas nous diviser sur des pétitions de principe. Nous avons vu trop d'exemples de sectarisme, de fragmentations

sans fin, de scissions menant à la disparition des groupes... Nous voulons, au contraire, mettre en permanence l'accent sur ce qui nous est commun afin de nous réapproprier notre identité collective en nous plaçant dans un contexte historique. Tout ceci sans perdre de vue notre objectif, faire de l'anarchisme une force cohérente et de synthèse qui soit en mesure de peser sur la réalité.

L'unité dans la différence

Aujourd'hui, le Centre Anarchiste se veut une organisation qui incarne l'idée de l'unité dans la différence. Pour réaliser cet objectif, nous nous sommes organisés en créant un secrétariat, non pas un bureau centralisateur, mais un comité de coordination dont la mission principale est de promouvoir le dialogue, la communication et la coopération, ainsi que de fournir le support logistique indispensable et de renforcer et d'étendre nos relations avec l'extérieur.

L'AEC d'origine n'a pas disparu en tant que telle, mais s'est intégré dans la fédération locale de groupes qu'est de fait le Centre Anarchiste. Il reste la base économique sur laquelle nous pouvons construire des actions politiques autonomes. Le Centre Anarchiste a donc rassemblé les différents collectifs de l'AEC (dont le groupe de soutien aux réfugiés et les autres collectifs de discussion.

Le groupe de soutien aux réfugiés

Connue en Belgique sous l'appellation de Loi Vande Lanotte (du nom du ministre de l'Intérieur social démocrate), à la fin 1995, un projet de nouvelle législation sur les réfugiés politiques était rendu public. Cette loi, directement inspirée de la logique d'exclusion définie par les accords de Schengen, fut fortement critiquée par la Ligue des Droits de l'Homme et d'autres associations de terrain. Dans la foulée, un Groupe d'action en faveur du droit d'asile était créé à Bruxelles et à Louvain (un collectif informel de l'AEC y participait). Immédiatement, ce groupe organisa des actions, débats, manifestations... dans le cadre de la plate-forme nationale contre le projet de loi, structure soutenue par près de 200 associations. Cette campagne culmina par une journée de solidarité nationale avec les réfugiés et les étudiants étrangers le 27 janvier 96, puis par une manifestation nationale à Bruxelles le 31 mars. Malgré l'importance de la mobilisation et de la couverture médiatique, loi Vande Lanotte fut votée le 6 avril 1996, après un toilettage de quelques amendements mineurs.

Comme souvent dans ce type de mouvement, la vague d'opposition s'est ensuite disloqué, mais au niveau local, des groupes et des individus continuaient leurs activités. À l'AEC, nous pensions qu'il fallait avant tout être actifs à la base tandis que la plate forme "officielle" était plus centralisatrice et récupérait la lutte des groupes locaux. Selon nous, il fallait constituer des groupes de base forts et surtout donner la parole aux réfugiés eux mêmes.

À Gand, nous nous sommes impliqués dans ces groupes locaux de soutien humanitaire. Nous avons établis des contacts personnels avec les réfugiés. Ces relations personnelles ont été, pour différentes raisons, très important tant pour les réfugiés que pour nous (rencontres avec des gens vivant d'autres réalités sociales et culturelles).

Lors de la Journée nationale de solidarité, nous avons rencontré des membres d'un groupe de réfugiés, Truth, et nous avons maintenu le contact par la suite. En mars 96, leur maison à Geel a été perquisitionnée par la police. Certains d'entre-eux ont été arrêtés, accusés d'aide à des immigrés clandestins... et libérés ensuite grâce à une forte opposition des groupes locaux. Nous avons publié un article et une interview sur ces événements dans le journal De Nar.

En août, lors d'une réunion à Gand, nous avons proposé à Truth de collaborer en mettant à leur disposition nos locaux de Gand ainsi que l'usage du bar une fois par semaine. Ils gardaient leur autonomie, ils restaient maîtres de leur orientation politique, mais nous avions

l'occasion de débattre et discuter avec eux. Et depuis novembre 96, Truth anime, chaque vendredi, un bar réfugiés, le Farafina, qui rassemble beaucoup de monde. Sur notre proposition, Truth a également démarré la même initiative à Louvain, au bar Los Buenos.

Sans faire dans l'angélisme, il est évident que cette collaboration a été et reste une expérience nouvelle et parfois conflictuelle...

Les autres activités

Le 1er décembre 96, le groupe de soutien aux réfugiés a également participé, avec Truth, à la manifestation nationale des Sans-papiers à Paris, ainsi qu'à la conférence internationale du Réseau No Pasaran. Par ailleurs, nous avons été plusieurs fois à Lille en soutien (moral et matériel) aux grévistes de la faim, pour les rejoindre dans leurs manifestations, publier leur histoire. Également, quelques actions directes comme le 7 mars 97, le chahut de l'exposé de Vande Lanotte à l'université de Gand (un membre de Truth a fait une intervention et Vande Lanotte a filé) ou le 1er mai 97 où, après la manifestation, montant sur scène, déroulant des banderoles, nous avons pris la parole pour dénoncer les contradictions entre la réthorique internationaliste 1er mai et la réal politique social-démocrate du PS. Le 7 mai, nous avons occupé le bâtiment du Centre public d'aide sociale de Gand pour protester contre la décision de la ville de retirer l'aide sociale aux sans-papiers.

En avril, le Groupe d'action contre les expulsions a également animé une semaine d'actions à laquelle nous avons participé en organisant une journée à Gand avec Truth, le collectif des réfugiés de Gand, le Conseil africain et Open Grensen. Des camarades de l'Autonoom Centrum d'Amsterdam étaient présents tant à l'action qu'au débat et nous ont invités à Amsterdam pour une réunion qu'ils organisaient pendant le sommet européen de la mi-juin 97.

Le but de la réunion était de constituer un réseau européen pour mieux se battre contre la Forteresse Europe.

Centre Anarchiste 1a Sparrestraat à 9000 Gand Traduit par Claudio et remixé par Babar